

[Accueil](#) [Biographie](#) [Contact](#)

Edito de la newsletter de février-mars

jyleconte / Il y a 3 jours

L'exercice du « Grand Débat National » auquel nous a invités le président de la République en décembre dernier, a conduit, en ce début d'année, à de très nombreuses réunions publiques en France, mais aussi à l'étranger, à l'initiative des conseillers consulaires et des associations françaises hors de France. Il faut saluer les échanges et les prises de contact engagés à cette occasion. Cela a, en particulier, permis des échanges intergénérationnels entre certains de nos compatriotes qui, de par leurs centres d'intérêt et activités, n'ont généralement pas l'occasion de se rencontrer, et qui purent débattre de préoccupations qui leur tiennent à cœur. Exercice citoyen intéressant, le « Grand Débat National » souligne combien le développement de la démocratie participative n'est pas incompatible avec la démocratie représentative. Loin d'être en opposition, elles doivent parvenir à mieux se compléter. Ce fut ainsi l'occasion de mettre en avant le rôle et les nécessaires pouvoirs de contrôle du Parlement dans l'action de l'Exécutif, comme le Sénat a pu le faire récemment lors des travaux de la Commission d'enquête sur l'affaire Benalla. Intéressant donc, comme « thérapie de groupe ». Reste à voir comment des conclusions concrètes pourront être tirées de cet exercice. Chacun individuellement aura pu s'enrichir d'expertises et d'avis, mais cette opération ne peut être délibérative et décisionnaire.

Également attendu sur le sujet majeur de l'enseignement français à l'étranger, le rapport de la députée Samantha Cazebonne a enfin été publié. J'en propose dans la présente lettre d'information une rapide analyse, dans laquelle je peux partager certaines satisfactions comme celle relative à la proposition d'exonérer les bacheliers du réseau des augmentations des frais d'inscription à l'Université qui toucheront les étrangers, mais aussi et surtout aussi des inquiétudes. En revanche, le gouvernement n'a pas, pour l'instant, fait part de son avis sur les recommandations émises par la députée, pas plus qu'il n'a engagé de concertation directe (via des réunions de travail par exemple) sur cette question avec les élus locaux et nationaux et les divers acteurs de l'enseignement français à l'étranger, ce qui me semble fort regrettable.

Dans l'attente, nous pouvons toutefois saluer la nomination comme directeur de l'AEFE, le 4 mars, de M. Olivier Brochet, ancien directeur adjoint de la Culture, de l'Enseignement, de la Recherche et du Réseau au Quai d'Orsay.

Autre sujet d'inquiétude, le programme « Action publique 2022 », que le Premier ministre veut voir appliqué au sein du Ministère des Affaires étrangères par une baisse de la masse salariale de 10% à l'étranger d'ici 2022. Selon les informations qui ont été à ce jour portées à notre connaissance, cela se traduirait en matière consulaire par « (1) une réduction du nombre de services rendus à nos compatriotes expatriés (notariat, journées défense citoyenneté...), (2) l'expérimentation de la dématérialisation de l'état civil des Français relevant du service central de l'Etat civil de Nantes et constitution d'un registre électronique d'état civil (cf. loi du 10 août 2018) susceptible de permettre, en cas de succès des gains d'ETP à partir de 2022, (3) le rapatriement de certaines missions des consulats européens, telles que la transcription des actes d'état civil ». Je crains aussi que le rôle des consulats en matière d'action sociale, pour la 3ème catégorie aidée de la CFE, ou pour l'étude des bourses scolaires ne risque d'être fragilisé par cela, et que les services des visas, déjà surchargés, ne deviennent complètement saturés.

Nul doute que ces orientations et leurs conséquences sur nos consulats seront sujets de débat lors de la prochaine session de l'Assemblée des Français de l'étranger (AFE), qui se tiendra la semaine prochaine. Ceci exige toute notre vigilance.

Jean-Yves Leconte

Le 6 mars 2019

Share this :



J'aime

Soyez le premier à aimer cet article.

21 mars 2019 in Assemblée des Français de l'étranger, Français de l'étranger. Tags:Assemblée des Français de l'étranger, citoyenneté, enseignement français à l'étranger, grand débat national, ministère des affaires étrangères

Recherche...

Catégories

Sélectionner une catégorie



Jean-Yves L...
336 mentions J'aime

J'aime cette Page

